

Stéphane Bret

L'Embellie



Prologue

« Chers auditeurs, nous allons clore cette causerie consacrée à la place de la Grande Guerre dans l'œuvre des écrivains rescapés de ce conflit ô combien meurtrier et procéder à la diffusion de notre journal dans quelques instants. Au quatrième top, il sera exactement 22 heures ! »

Cette voix quelque peu monotone, au point d'exercer un effet émoullent sur l'auditoire, annonça le début du journal parlé du soir le 6 février 1934 sur le Poste National Radio Paris :

« Bonsoir chers auditeurs. Nous allons immédiatement rentrer en liaison téléphonique avec l'un de nos correspondants, Emile Duchêne, qui se trouve actuellement sur la rive droite de la Seine face à la Chambre des Députés. Emile Duchêne, m'entendez-vous ?

– Je vous entends très bien. Je dois vous dire que les dernières nouvelles sont pour le moins inquiétantes : les membres de certaines organisations

qui s'étaient donné rendez-vous place de La Concorde pour manifester contre l'éviction du Préfet de police Jean Chiappe, suspecté de complaisance vis-à-vis de certains groupes, justement ceux qui manifestent ce soir, se sont rassemblés vers 17h30 sur cette place. On y recensait bien sûr les Croix-de-Feu du Colonel de La Rocque, les Jeunes Patriotes, les Francistes, les militants de Solidarité française, et des membres de l'Action française. Ces gens ont commencé à converger vers le pont de la Concorde pour atteindre la Chambre des Députés Cet assaut a été difficilement contenu par les gardes mobiles à cheval postés sur le pont de La Concorde.

- Emile Duchêne, pouvez-vous confirmer l'emploi d'armes par certains manifestants ? On parle de gourdins, de matraques, de fusils entreposés dans des lieux clandestins et prêts à être utilisés contre la police ?

- Oui, je confirme cette information. Je dois ajouter que le barrage mis en place par les forces de police a failli céder à deux reprises ; les affrontements ont été à certains endroits de la manifestation d'une extrême violence. On compte à l'heure où je vous parle 14 morts et plusieurs centaines de blessés. A la Chambre des Députés, l'atmosphère est oppressante : le président du Conseil Daladier n'a pu lire sa déclaration que sous un hourvari d'injures et d'interruptions. Monsieur Léon Blum est intervenu, je dois vous dire qu'il a eu beaucoup de mal également à se faire entendre. Il a mis l'accent sur

le sauvetage de la démocratie face à la menace fasciste. Vous savez que ce thème lui est cher depuis de nombreux mois déjà...

- Emile Duchêne, pourriez-vous nous en dire plus sur les motivations des manifestants, sur leur nombre ?

- Oui, les slogans entendus portaient bien sûr sur le thème de la corruption, de la décadence des mœurs politiques, le tout influencé bien sûr par les récents développements du scandale lié à l'escroc Stavisky. On y entendait entre autres : « *A bas les voleurs ! A bas les assassins ! Etrangler la gueuse,* » Ou encore : « *Donner à la nation des chefs dignes d'elle.* »

- Justement à ce propos, Emile Duchêne, on a signalé aussi la présence sur la place de La Concorde de membre de l'ARAC, l'association républicaine des anciens combattants, qui est assez proche du parti communiste...

- Oui, je confirme leur présence mais il n'y a jamais eu de fusion entre eux et les cortèges des organisations des ligues d'extrême-droite. A l'heure où je vous parle, on m'informe qu'une délégation du Conseil municipal de Paris vient exiger la démission du gouvernement ; on me dit aussi que M. Xavier Vallat fait la navette entre les émeutiers et l'Assemblée. Une grande confusion règne quant à l'issue de cette manifestation.

- Y-a-t-il eu une action préméditée de la part des émeutiers, un complot pour renverser la République ?

- Ce qui est sûr, c'est que des armes ont été utilisées, mais les manifestants n'avaient pas, a priori, coordonné leurs itinéraires : certains, comme L'Union nationale des combattants, ont obliqué vers l'Opéra ; d'autres comme l'Action Française, ont abandonné leur parcours boulevard St-Germain, et les Croix-de-Feu ont contourné la Chambre pour se regrouper sur l'esplanade des Invalides. J'ajoute que la police n'a dû défendre qu'un seul pont donnant accès à la Chambre des Députés puisque les manifestants s'étaient regroupés sur la rive droite. Si c'est un complot, son organisation est pour le moins imparfaite. C'est tout de même une des émeutes les plus graves dans l'histoire de la République !

- Merci, Emile Duchêne, nous reprenons le cours normal de nos programmes et allons diffuser dans quelques instants notre concert du soir sous la direction de M. Ingelbrecht : la symphonie en mi bémol de Mozart. »

« Bonjour, chers auditeurs. Il est possible en cette soirée du 9 février de tirer un bilan de la manifestation du 6 février tenue place de La Concorde. Le terme de manifestation est-il vraiment approprié ? On peut en douter si l'on garde présent à l'esprit le bilan de cet événement : près de 30 000 personnes auraient participé aux divers défilés, quinze morts dont un du côté des forces de l'ordre. Sur le plan politique, c'est-à-dire celui de la situation parlementaire, M. Daladier a obtenu une forte

majorité à l'issue du scrutin intervenu en fin d'après-midi le 6 février : 360 voix pour, 220 contre. A l'issue de longues négociations, c'est M. Gaston Doumergue qui a été désigné président du Conseil.

Pourtant, il nous apparaît que la situation est encore passablement inquiétante : en effet, M. Léon Blum, dans un éditorial du *Populaire*, exprime une grande inquiétude teintée d'alarmisme : « *Les troupes de choc royalistes et fascistes ont éprouvé leur force et leur audace va s'accroître. Derrière le Bloc national qui encombre la scène, il faut craindre un nouvel assaut. Donc plus ardemment, plus méthodiquement que jamais, la masse des travailleurs, ouvriers et paysans, doit organiser sa résistance.* »

Qu'entend monsieur Blum par « *la masse des travailleurs* » ? Cette expression augure mal de la suite possible des événements : gardons présent à l'esprit que la CGT ainsi que sa sœur ennemie, la CGTU, ont appelé à une grève le 12 février pour, disent-elles, riposter au péril fasciste incarné par les ligues.

Emile Duchêne, vous avez parcouru la presse des partis de gauche et d'extrême-gauche, elle ne brille pas par l'unité, apparemment...

- Non, c'est le moins que l'on puisse dire. J'ai pu noter dans *L'humanité* du 6 février que M. Marty accusait les socialistes d'être « *complices du système* » ; dans le numéro daté du 8 février de ce même journal, il est dit que « *parti radical et parti socialiste font le lit du fascisme.* »

– Merci, Emile Duchêne, dans quelques instants, la diffusion de notre pièce radiophonique de la soirée : « *Mon père avait raison* », de Sacha Guitry. Bonne soirée à ceux qui restent fidèles à notre antenne ! »

Cette station de radio, durant cette période, dispensait des programmes très éclectiques et variés : causeries au coin du feu, concerts, pièces de théâtre, entretiens avec des philosophes, émissions sur la vie agricole, la vie économique, le cinéma, diffusion de concerts d'orchestres de variétés. Les dirigeants de la station avaient pour ambition de diffuser la culture générale, de jouer le rôle d'une université populaire, accessible au plus grand nombre : la nature de ce média, la radiodiffusion, rendait tout cela possible.

Les auditeurs choyés par les animateurs et journalistes du Poste National Radio Paris, ne purent guère contenir un sentiment diffus d'angoisse ni recourir au déni de réalité : la situation, dans ce pays, devenait vraiment dangereuse. La violence s'était installée dans les mots et dans les actes. Pas un jour sans que des accrochages ne se produisent à l'issue d'une manifestation, que des bagarres, parfois meurtrières, n'éclatent entre groupes politiques hostiles. Pas un jour sans que les insultes les plus outrées, les diatribes les plus incontrôlées, les attaques les plus viles marquées par la haine pure, ne trouvent une place dans les colonnes des journaux, alimentant ainsi un peu plus un climat de guerre civile marqué

par une volonté d'en découdre, d'en finir avec l'adversaire.

Pourtant, ce journaliste du Poste National Radio Paris, qui avait annoncé les événements du 6 février et des jours suivants, continua d'accomplir son travail :

« Bonsoirs chers auditeurs, nous en savons plus à l'heure où je vous parle, à propos de la manifestation qui s'est déroulée place de la République le 9 février dernier. Cette manifestation, marquée par de nombreuses violences, des affrontements avec la police, a gravement dégénéré : on compte 4 morts, 202 blessés et 1214 arrestations. Un climat de guerre s'installe-t-il dans Paris ? Sommes-nous à la veille d'une confrontation grosse des incertitudes les plus démesurées. Nous avons appris que la CGT et la CGTU appellent à une grève le 12 février prochain. La SFIO et le parti communiste appellent également à manifester ce même jour, mais je crois savoir que les cortèges des deux organisations emprunteront des parcours distincts. »

Première partie

EXTRAIT

Julien Massis se sentit ragaillardi pendant cette réunion de section de la SFIO tenue tout près de son lieu de travail, l'usine Renault de Billancourt, située dans l'île Séguin, comme pour matérialiser l'isolement du monde ouvrier ou souligner sa singularité. Ayant perdu son père, jamais connu, dès les premiers mois de la Grande Guerre, il avait très tôt intégré le monde du travail et s'était confronté sans transition aux duretés de la vie sociale : l'instabilité dans l'embauche, les paies amputées au bon vouloir de l'employeur, l'angoisse de retrouver un travail éprouvée sur le chemin des bureaux d'accueil. Bien sûr, le regard porté alors sur sa classe sociale n'était guère consolatoire : qu'étaient donc ces ouvriers, bruyants, pourvus de leurs casquettes et de leurs musettes ? Des gens vraiment parties prenantes de la société ou des marginaux irrécupérables tout juste bons à courber l'échine devant leurs patrons, forcément soucieux de l'efficacité et détenteurs du bon sens le mieux partagé.

Ce que Julien Massis s'était promis, un jour où il avait assisté à un renvoi d'un collègue d'une usine